

Journal édité par l'asbl La Rue
– rédigé par les membres de
l'équipe et de l'association
dont des habitant-e-s des
quartiers historiques
de Molenbeek-Saint-Jean.

LUTTES TEXTILES CONTRE LA GENTRIFICATION

(...)

Page 2

5ème EDITION DU MEMORANDUM LOGEMENT

(...)

Page 4

ENSEMBLE ON EST PLUS FORTS

(...)

Page 8



ÉDITO

Par **Moritz Lennert**
Président du Conseil d'Administration

Les élections approchent. Un moment dont on nous dit qu'il est l'occasion d'exercer nos droits démocratiques pour pousser nos représentants parlementaires vers nos priorités. Et c'est vrai. Chacune et chacun peut s'exprimer avec sa voix. Vraiment ? En fait non, sachant que dans notre quartier beaucoup n'ont pas le droit de vote. Mais même pour celles et ceux qui votent, le fait de mettre une croix une fois tous les quatre ou cinq ans ne donne qu'un pouvoir très limité. Il est important de voter, mais ce n'est clairement pas suffisant. D'abord, parce qu'on vote sur base de programmes de partis dont on sait très bien qu'ils ne seront appliqués que très partiellement une fois un gouvernement de coalition formé. Mais aussi parce que le monde évolue entre les élections, que de nouveaux défis se posent et qu'à ce moment-là, on ne demande plus notre avis. C'est pour ça qu'il est si nécessaire d'exprimer nos opinions aussi à d'autres moments. On peut évidemment le faire tout seul, mais peu nous écoutent alors. C'est pour cela que l'action solidaire, l'action collective est la meilleure manière de nous faire entendre. C'est aussi l'action collective qui nous permet de comprendre ensemble les enjeux, de développer et d'affiner ensemble les idées.

Dans ce numéro de notre Gazette, vous trouverez plein d'exemples de ce genre d'actions collectives, entre habitants et associations. Que ce soit pour protéger des familles menacées d'expulsion de leur logement, pour défendre les droits des locataires des logements sociaux, pour comprendre et lutter contre la gentrification, pour s'organiser en tant que parents face à l'école, beaucoup de groupes d'habitants s'organisent et expriment ensemble leurs revendications. Des associations du quartier les accompagnent, et tentent d'amplifier leurs voix. N'hésitez pas à rejoindre un de ces groupes. Mais militer ensemble n'est pas toujours simple quand on est englouti dans des problèmes de survie. Dans ces cas, il faut du temps et beaucoup de confiance pour pouvoir sortir du tunnel et oser s'associer à d'autres. Temps et confiance que les pouvoirs publics nous laissent de moins en moins, en nous imposant à chaque fois d'innover, de lancer de nouveaux projets et de faire du chiffre, au lieu de nous laisser construire dans la durée les relations qui permettent à celles et ceux qui sont les plus fragiles de retrouver un peu d'espoir et de foi en leur capacité de s'en sortir, individuellement et collectivement. Comme les individus, les associations sont aussi pressées comme des citrons à fournir toujours plus pour toujours moins, tout en étant de plus en plus contrôlées à chaque tournant. Voilà pourquoi il faut une solidarité et une lutte continue, aux élections, mais aussi après !

LUTTES TEXTILES CONTRE LA GENTRIFICATION ET POUR LE DROIT AU QUARTIER

Par **Jacqueline Michaux** Lire et Écrire Bruxelles

De janvier 2022 à mars 2024, nous avons réalisé des ateliers de recherche-action participative sur la gentrification, avec un groupe d'hommes et de femmes en alphabétisation à La Rue asbl.

Comment avons-nous fait ?

L'objectif de ces ateliers était d'analyser les changements de population et de vie observés par les participantes et les participants, depuis dix, vingt ou trente ans dans leur quartier. Pour cela, nous avons choisi différentes approches : la visite du quartier pour aiguïser notre capacité de reconnaître des lieux gentrifiés et porter un nouveau regard sur des espaces familiers ; l'analyse d'une centaine de vieilles photos et de peintures anciennes pour retracer une ligne du temps des changements de population et des activités économiques du quartier ; les récits de notre propre situation dans cette histoire (d'où venons-nous ? Pourquoi sommes-nous partis de notre pays ? Comment sommes-nous arrivés à Molenbeek ? Pourquoi tenons-nous à notre quartier ? etc.) ; une analyse des acteurs impliqués dans la gentrification et la nécessité de revendiquer notre droit de rester vivre dans notre quartier. Dès le début, nous avons décidé de réaliser des créations textiles et un livre.

La gentrification est une politique publique

La gentrification a été comprise au sein du groupe comme un mouvement de population : « La gentrification, c'est quand les riches arrivent et les pauvres doivent partir ! ». En effet, à Molenbeek, des rénovations d'immeubles et d'usines et l'arrivée de nouveaux commerces et de lieux culturels de luxe, ont été accompagnées de l'installation de familles d'autres régions de Belgique ou de l'étranger. Petit à petit, nous avons découvert qu'il s'agissait d'une politique des pouvoirs publics, des promoteurs immobiliers et des investisseurs privés pour transformer un quartier populaire en un quartier plus luxueux (« chic et cher ! »). Bien sûr, les classes plus aisées sont au rendez-vous pour acquérir un bien propre. On parle parfois d'une politique de mixité sociale, mais jusqu'à présent, la gentrification n'a pas conduit à une telle mixité.

L'argument sécuritaire

Cette opération immobilière et financière s'accompagne de la volonté de sécuriser les quartiers populaires, et de faire en sorte, pour le dire rapidement, que les « émeutes » de Forest de 1991 ne se reproduisent pas.

En effet, la crise pétrolière des années 1970-1980 a entraîné la fermeture d'usines et le chômage de nombreux travailleurs, surtout dans les quartiers pauvres qui, rapidement, ont été livrés à eux-mêmes. C'est dans ce contexte que des manifestations violentes ont eu lieu dans le quartier Saint-Antoine, à Forest, du 10 au 12 mai 1991. Une nouvelle politique sécuritaire et sociale débute avec les contrats de quartier à partir des années 1990. C'est l'origine de la gentrification.

L'exclusion des familles les plus pauvres

Mais l'aménagement et la revitalisation des quartiers entraînent une augmentation des loyers et du coût de la vie en général. Petit à petit, nous avons pris conscience de la gravité de la situation pour l'avenir des familles les plus pauvres, celles qui ne peuvent pas suivre l'augmentation des loyers et doivent chercher un logement ailleurs.

« Nous sommes habitués ici ! »

Les membres du groupe ont exprimé unanimement leur attachement à Molenbeek en disant : « Nous sommes habitués ici, nous ne voulons pas vivre ailleurs ! ». Mettant en avant leur attachement au quartier et les liens de proximité tissés entre habitants. C'est cela que nous avons appelé le droit au quartier, le droit de ne pas devoir partir en raison d'une politique délibérée de luxification (devenir luxueux) du quartier. Bien sûr, l'amélioration du quartier est souhaitable, mais en faveur des gens, non pas pour bénéficier aux promoteurs ou aux investisseurs.

Les moyens de la revendication : des « Textiles en lutte » et un livre

Pour manifester notre droit à vivre dans notre quartier, nous avons réalisé des créations textiles. Tout d'abord, un tapis mural inspiré des arpilleras que des femmes chiliennes ont réalisées pour témoigner des violences subies pendant la dictature de Pinochet, au Chili, dans les années 1970. Ce tapis représente à gauche quelques exemples de gentrification comme un hôtel pour touristes ou des magasins de luxe ; à droite, une banderole d'habitantes qui revendiquent plus de logements sociaux et, au centre, une banderole intitulée « Molenbeek n'est pas à vendre », pour s'opposer à une politique immobilière qui ne tient pas compte des populations du quartier.



Nous avons aussi réalisé une campagne « Poupées en lutte pour le droit au logement ». Avec d'autres groupes en alphabétisation, ce sont plus de 600 poupées qui ont été réalisées pour former des calicots que nous avons portés dans les rues, en 2023 et 2024, lors de la Journée européenne d'action pour le droit au logement, en mars. Elles ont été exposées à la Maison des cultures et de la cohésion sociale de Molenbeek, lors du festival Arts et Alpha (2023) et de l'Immense Festival (2024). Chacune de ces poupées dénonce une situation de mal-logement. Finalement, nous avons réalisé un livre, « Et nous alors, on va habiter où ? Dans le canal !?! », très illustré, qui résume le travail réalisé. Ces deux années de réflexion, d'analyse et de recherche témoignent de la volonté des membres du groupe de mieux maîtriser les politiques mises en place dans leur quartier et d'exprimer leurs demandes ou leurs revendications face à ce processus. Sans cette participation, il sera impossible d'arriver à un changement profond en faveur des familles populaires.



Crédits photos : Lire et Ecrire Bruxelles



OUVERTURE DU LOCAL PCS "Quartiers Ransfort"

Le mercredi 17 avril, le PCS Quartiers Ransfort a inauguré un nouvel espace d'accueil à destination des habitant.e.s du quartier : nous sommes ravies d'avoir pu y rencontrer certaines et certains d'entre vous. Le local PCS se situe sur la Place du Cheval Noir/Parc Blanc au n°14 de la Rue Brunfaut. Cet espace est ouvert les mardis et les jeudis après-midi de 13h30 à 16h30.

C'est quoi le PCS Quartiers Ransfort ?

Le PCS ou Projet de Cohésion Sociale est un projet financé par la S.L.R.B (Société de Logement en Région Bruxelloise) qui est développé par le Logement Molenbeekois et l'asbl La Rue ; cette dernière coordonne et met en œuvre l'action de terrain. C'est un projet qui participe à créer et renforcer les liens sociaux entre les habitants et les habitantes et les acteurs et actrices du quartier. À travers, entre autres, l'organisation d'événements festifs, de temps de rencontre autour d'un café ou encore d'animations en lien avec la santé et le logement,

le PCS Quartiers Ransfort souhaite soutenir les locataires dans l'amélioration de leur qualité de vie tout en facilitant la participation des habitants et des habitantes à chaque étape de ce processus.

Qui peut venir au local du PCS ?

Cet espace est à destination des locataires des logements sociaux, et reste ouvert à tous les habitants et les habitantes du quartier. Vous souhaitez rencontrer vos voisins et vos voisines ? Vous avez des questions sur la vie du quartier ? Vous souhaitez mettre en place un projet ou animer une activité ? Vous avez besoin d'un coup de pouce administratif, santé ou logement ? Alors vous êtes les bienvenus ! Venez nous rencontrer autour d'un café, d'un thé et de biscuits. Les enfants sont aussi les bienvenus.

La Rue

**Besoin d'une info ? Contacter
Elisa ou Lola au 02/410.33.03**

5ÈME ÉDITION DU MÉMORANDUM POUR LE DROIT AU LOGEMENT À MOLENBEEK

Nous revendiquons "Un logement de qualité pour tous.les à Molenbeek"

Vous le savez, l'échéance des élections approche... Mais 2024 est une année particulière, car, à peine ces élections du 9 juin seront passées qu'une autre échéance électorale s'annoncera pour octobre 2024 : il s'agira alors des élections communales !

Fiers de nos actions combinées déjà à 4 reprises (lors des campagnes électorales précédentes), **trois associations actives pour le droit au logement à Molenbeek** (Maison de quartier Bonnevie, Association des locataires de Molenbeek-Koekelberg, et La Rue asbl) se sont à nouveau rassemblées pour émettre collectivement un ensemble de revendications à l'attention du futur Collège échevinal qui sera issu des urnes, après le 13 octobre prochain.

A l'heure d'écrire ces lignes, nous clôturons la rédaction de cette 5ème édition du Mémorandum. Fruit d'une collaboration qui s'est étendue sur 5 mois, nous avons adopté la méthodologie suivante :

1 Nous avons repassé en revue notre mémorandum (très complet !) rédigé avant les précédentes élections de 2018, et avons analysé en quoi nos revendications et suggestions de l'époque ont été prises en compte par le Collège, et/ou suivies d'effet ;

2 Nous avons examiné de façon attentive la déclaration de politique communale du Collège de 2018, et avons fait le bilan de ce qui a été réalisé, ou pas ;

3 Dans une démarche participative, nous avons élaboré un questionnaire qui a été soumis aux habitants (qu'ils soient locataires ou propriétaires),

notamment le public en difficulté qui nous rend visite lors de nos permanences. Il en est ressorti plusieurs priorités partagées par la plupart des habitants ; voici les principales :

➤ les locataires réclament en premier lieu une baisse des loyers. Ensuite une augmentation du parc de logements sociaux et, enfin, le désir d'être mieux protégés contre une fin de bail lorsqu'un logement nécessite des travaux de remise en conformité.

➤ Les propriétaires occupants réclament de manière prioritaire la création d'une Régie communale pour les aider à réaliser des travaux de rénovation. Ensuite, des moyens qui faciliteraient leur parcours administratif et technique dans le processus de rénovation. Enfin, des aides financières supplémentaires pour soutenir les propriétaires à faibles revenus.

➤ Sur les questions relatives au cadre de vie, la première des priorités des habitant.e.s porte sur l'importance de disposer de plus d'espaces verts. Vient ensuite le désir de vivre dans des quartiers plus sûrs et conviviaux. Et enfin, la prise en compte de leurs avis en matière de mobilité ;

4 Nous avons complété nos informations, en nous basant sur les rapports d'activités d'autres organismes (par ex. Le Logement Molenbeekois) ;

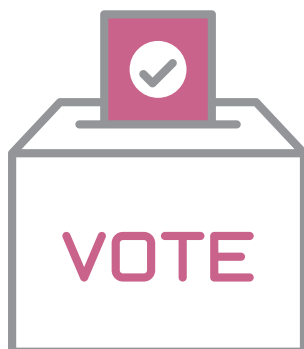


Couverture du Mémorandum 2024

5 Nous avons vérifié nos données récoltées, en rencontrant des responsables administratifs ou politiques (par exemple l'actuel échevin du logement, Olivier Mahy) ;

6 Le mémorandum que vous découvrirez bientôt (parution prévue : mi-mai 2024) tient bien entendu compte de ces priorités; il se veut synthétique, dynamique et va droit au but en termes de revendications, en mettant en exergue des mesures qui peuvent être facilement et quasi immédiatement mises en oeuvre, opérationnelles, peu coûteuses, et de compétence communale ;

7 Il sera complété par une carte pointant les lieux d'enjeux et de convoitises du marché immobilier, soumis à forte pression foncière ou à une tendance accrue à la gentrification (notamment les sites objets d'importants projets immobiliers, publics ou privés).





Pour la suite : une fois publié, ce mémorandum va être envoyé à toutes les listes de candidats en compétition à l'occasion des élections communales, mais également aux acteurs administratifs, associatifs, ... actifs sur ces sujets, au-delà des frontières communales.

Il sera également téléchargeable sur les sites internet de nos associations, et sera largement diffusé par mail. Mais il sera surtout au centre du débat politique entre candidats molenbeekoïses que nous allons organiser le 20 juin prochain (voir encart ci-joint).

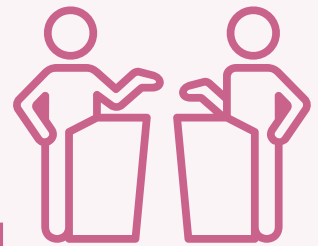
Et, bien entendu, nous vous résumerons les principales revendications de ce mémorandum dans la prochaine édition de la Gazette de La Rue ! Ne manquez pas cet article, soyez attentifs(ves) !

La Rue

**Besoin d'une info ? Contacter
Thierry au 02/410.33.03**



DÉBAT POLITIQUE LE JEUDI 20 JUIN



Les élections régionales approchent... mais les communales suivront de peu !

Entretemps, la situation ne fait qu'empirer pour les locataires victimes de discriminations, et du coût exorbitant des loyers; et pour les petits propriétaires qui n'arrivent pas à entretenir et rénover leur immeuble !

La situation du droit et de la qualité du logement à Molenbeek vous interpelle ? Alors ne manquez pas notre débat pré-électoral avec les candidats des listes molenbeekoïses !

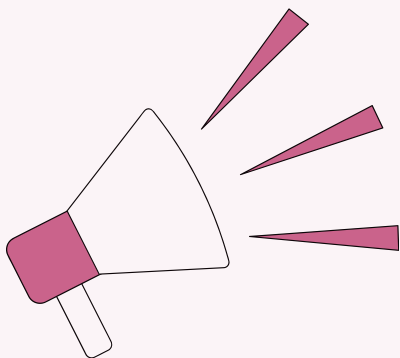
Venez le jeudi 20 juin, de 18h à 20h30, dans la grande salle de La Fonderie

Rue Ransfort, 27 à 1080 Molenbeek.

Ce débat est organisé par les 3 associations actives en matière de droit au logement dans notre commune : Maison de Quartier Bonnevie, Association des Locataires (ALMK) et La Rue asbl.

Caroline Vanderhoeven, Coordinatrice du Réseau belge de Lutte contre la Pauvreté (BAPN) et Bart Van de Ven, coordinateur de l'asbl Buurtwinkel en seront les co-modérateurs.

Accueil dès 18h (pas d'inscription nécessaire) ; début à 18h30. Nous vous proposerons de boire un verre de l'amitié après le débat, à 20h30.



**TOUTES LES INFOS SUR NOTRE PAGE INTERNET
www.larueasbl.be/memorandum-2024**

LES PARENTS, LA FAPEO, CGÉ, LA LIGUE DES FAMILLES ET LA RUE ASBL UNIS POUR L'ÉDUCATION

Une manifestation pour l'avenir

Dans un élan de solidarité et de détermination, La FAPEO (fédération des parents et des associations de parents de l'enseignement officiel), Claude membre de CGé (Changements pour l'Égalité), La Ligue des Familles et La Rue asbl ont soutenu nos parents de l'atelier « L'École en questions » dans la création de leur association de parents au sein de l'école 10 à Molenbeek.

Dans le cadre de son engagement continu envers l'éducation et la reconnaissance des parents, La FAPEO a récemment franchi une étape significative. En collaborant avec notre Comité de parents de l'atelier « L'École en questions », une nouvelle association a vu le jour au sein de l'école 10, symbolisant la force collective et l'aspiration à un système éducatif plus inclusif et accessible.

Cette initiative n'est qu'une pierre d'un édifice d'un mouvement plus vaste, "la Coalition des parents de milieux populaires et des organisations qui les soutiennent pour changer l'école" : armés d'un Manifeste articulé autour de trois axes principaux, les parents, les enfants et les associations qui les soutiennent étaient nombreux pour exprimer leurs revendications avec clarté et conviction devant les responsables politiques, les représentants des fédérations des pouvoirs organisateurs et les syndicats le 27 avril 2023 en occupant la place devant le cabinet de la Ministre de l'Éducation (fédération Wallonie-Bruxelles) dans une démarche pacifique vers l'avenir.

Ils appelaient à la gratuité de l'enseignement, à une plus grande reconnaissance des parents issus des milieux populaires, et à la réduction de l'orientation systématique vers l'enseignement spécialisé pour les enfants présentant des troubles d'apprentissages.

De plus, ils demandent un renforcement des moyens alloués aux écoles classées de 1 à 5 sur l'échelle socio-économique.

Ensemble, ils ont rencontré les futurs élus politiques, leur présentant les revendications et les espoirs d'une communauté déterminée à faire entendre sa voix.

Le travail préparatoire a été essentiel. Des ateliers et des réunions ont été organisés pour préparer les parents à cette rencontre cruciale, les équipant des outils nécessaires pour dialoguer avec les décideurs.

L'impact de cette manifestation dépasse les frontières de l'école, il résonne comme un appel à l'action pour tous les acteurs de l'éducation.

A l'échelle locale de Molenbeek, La FAPEO, CGé, La Ligue des Familles et La Rue, continuent de lutter pour un système éducatif qui valorise chaque enfant et chaque famille, indépendamment de leur origine socio-économique.

Unis pour l'Éducation L'Émergence d'une association de parents à l'École 10 :



Témoignages des parents

Par une maman engagée, Miriam

Avant de rejoindre l'atelier l'École en questions, animé par Annie et Rachida, j'avais entendu dire qu'elles y abordaient divers thèmes liés à l'enseignement. Ce que je n'avais pas anticipé, c'était l'impact profond que cela aurait sur notre communauté scolaire.

Lors d'une session, une idée a germé parmi nous, mamans, dont les enfants fréquentent la même école : la création d'une association de parents.

Annie de La Ligue des Familles a pris l'initiative de contacter la FAPEO, qui nous a offert des séances d'information sur la mise en place d'une telle organisation.

Avec le soutien de la directrice Mme Wolf, de Claude de CGé, d'Annie et de La Rue, nous avons franchi les étapes nécessaires : notre première assemblée générale, l'élection des membres, et la rédaction de notre charte. Un groupe WhatsApp a été créé pour faciliter la communication entre nous.

Aujourd'hui, nous sommes plus de vingt parents à nous réunir régulièrement pour un café parents, où nous discutons de divers sujets concernant notre école. Nos efforts ont porté leurs fruits : la reprise des travaux pour les sanitaires des enfants et l'augmentation du nombre de surveillants durant les repas de midi.

Cependant, des inquiétudes demeurent. La violence subie par certains enfants nous préoccupe, et nous appelons à l'intervention d'un expert en la matière pour aborder cette problématique.

Nous souhaitons également attirer l'attention des politiciens sur les défis rencontrés par notre école 10, qui se distingue par un indice socio-économique inférieur à celui d'autres écoles communales. L'absentéisme des enseignants et le manque d'information sur le Pacte d'excellence et les nouveaux décrets sont des sujets qui nous tiennent à cœur.

Enfin, nous sommes conscients des difficultés rencontrées par les parents analphabètes, notamment pour les inscriptions en ligne pour le secondaire et pour les inscriptions aux repas chauds de midi.

Nous plaidons pour un soutien accru afin de garantir l'accès à l'éducation pour tous.

Cette association est plus qu'un groupe ; c'est une voix pour nos enfants, un pas vers un avenir meilleur.

La Langue comme Clé de l'Avenir: le défi du néerlandais dans les écoles bruxelloises

Par une Maman concernée

En tant que membre active de l'Association de parents de l'école 10 et résidente de Bruxelles, je suis confrontée à une réalité inquiétante : le manque de professeurs de néerlandais dans nos écoles. Cette situation me préoccupe profondément, car je sais que lorsque mes enfants entreront sur le marché du travail, la maîtrise du néerlandais sera un critère essentiel lors des entretiens d'embauche.

Cette langue, qui est l'une des trois langues officielles de notre pays, est non seulement un outil de communication mais aussi un pont vers de nombreuses opportunités professionnelles. Son apprentissage ne devrait pas être un luxe mais une composante fondamentale de l'éducation de nos enfants.

Heureusement, nous ne sommes pas seuls dans cette lutte. La FAPEO, La Ligue des Familles et La Rue, nous accompagnent avec dévouement dans nos démarches. Ils sont à l'écoute, répondant à nos questions et nous soutenant dans notre quête pour une éducation complète et inclusive.

Nous appelons les décideurs à prendre conscience de cette lacune et à agir pour garantir que chaque enfant ait accès à un enseignement de qualité en néerlandais. Il en va de l'avenir de nos enfants et de la prospérité de notre société.

L'Élan collectif : L'association de parents de l'école 10 en Action

Par deux mamans, Membres du Conseil de Participation et de l'association de parents de l'école, Aicha et Memouna

Ma sœur et moi, membres du Conseil de participation de notre école, avons été captivées par la description d'un atelier faite par Rachida lors d'un Conseil de Participation à l'école 10. Cet atelier « L'École en Questions est animé par Annie (Ligue Des Familles) et par Rachida (La Rue), toutes deux passionnées.

Des thématiques variées liées à l'enseignement y sont explorées, et c'est avec un sentiment de nostalgie pour notre propre scolarité paisible que nous avons décidé de nous impliquer.

Les récents événements mondiaux et les défis quotidiens auxquels les familles sont confrontées nous ont poussés à agir. L'atelier « L'École en questions » est devenu un havre, un lieu où l'on peut contribuer, même modestement, à un changement positif.

La création de l'Association de parents a été une étape "naturelle", émergeant d'un petit groupe de personnes déterminées, soutenues par les encouragements des autres parents, d'Annie, de Claude, de Rachida, de Zoé intervenante de la FAPEO, de la directrice de l'école Mme Wolf, et des institutrices. La FAPEO a été un guide précieux tout au long de ce processus.

Aujourd'hui, l'association est un pilier de l'école 10, organisant des rencontres pour renforcer la collaboration et l'entraide. Les "cafés parents" sont devenus des moments privilégiés d'échange et de partage, où l'on discute de sujets cruciaux tels que la gratuité de l'école, le personnel de garderie, les travaux d'infrastructure, l'absentéisme des enseignants, et bien plus encore.

Ces discussions ne sont pas vaines ; elles ont été prises au sérieux par la Commune et Mme Wolf et ont mené à des actions concrètes. C'est la preuve que lorsque les parents s'unissent, leur voix porte et peut mener à des améliorations tangibles pour nos enfants et notre communauté.

En mars 2024, la Coalition a de nouveau rencontré les responsables politiques avec de nombreux parents. A Molenbeek, notre Atelier l'Ecole en Questions qui s'organise depuis plusieurs années à La Rue en partenariat avec les parents et la Ligue des Familles reste bien actif. Si vous êtes intéressés par ces actions, n'hésitez pas à prendre contact.

La Rue

**Besoin d'une info ? Contacter
Rachida au 02/410.33.03**



ENSEMBLE ON EST PLUS FORTS

Un groupe de locataires de 8 sites différents de logements sociaux molenbeekoïses, l'Union des Locataires des Logements sociaux (ULLS), constitué en 2022, se fait de plus en plus entendre et ne compte pas s'arrêter là ! Accompagnés par La Rue, la Maison de quartier Bonnevie et Périphéria, le groupe multiplie les actions et les rencontres pour améliorer les conditions de vie au sein des logements sociaux.

Les membres du groupe sont convaincus de l'importance de se rassembler pour se faire entendre et changer les choses. Allons écouter certains d'entre eux : « La mobilisation est fondamentale pour se faire entendre ! Elle est un de nos seuls moyens en tant que citoyens pour avoir un rapport de force. »

« On a besoin d'adhérents, de se rassembler et de continuer à grandir pour porter nos voix[...] Les gens qui entrent dans les conditions d'attribution d'un logement social sont souvent une population précarisée avec des revenus limités, avec parfois une instruction restreinte, beaucoup ne s'expriment pas ou très mal dans les langues nationales. Ceux qui ont obtenu un logement social ne sont pas pour autant sortis de l'auberge, des habitations sociales sont vétustes, et les habitants rencontrent d'autres problèmes, insalubrité par surpopulation (appartement non adapté à la composition de ménage), humidité, portes qui ne ferment pas, chauffage qui ne fonctionne pas, mauvaise isolation, etc.. Le prix des loyers dans le privé dans les grandes villes est devenu impayable, il est donc impératif que le gouvernement investisse dans la construction de logements sociaux, et ceci dans toutes les villes et toutes les communes, afin de créer une diversité partout et lutter contre la gentrification ou l'installation de ghettos dans certains quartiers. Le prix des loyers dans les habitations sociales tend lui aussi à devenir impayable, car si la part du loyer est calculée sur les revenus des locataires, les charges sont laissées à la bonne grâce des sociétés de logement et c'est comme cela qu'on en arrive à des montants qui n'ont rien à envier au secteur privé. »



Crédits photos : Journée des quartiers populaire, réalisé par des étudiants



Crédit photo : Gaspard Schmitt (La Rue)

Se regrouper, c'est se rendre compte que nous ne sommes pas seuls à vivre les mêmes problèmes et qu'il existe un lieu où s'exprimer et se sentir un peu mieux :

« Ca fait 10 ans qu'on milite [...] la mal gérance des logements sociaux est toujours indirectement dirigée vers les locataires [...] La Rue a 50 ans d'expérience, c'est magnifique, il faut y adhérer. C'est un endroit qui nous plait en tant que militant »

« Quand j'ai commencé à participer aux réunions j'ai vu tout le travail et la volonté de faire participer les habitants, c'est ce qui m'a plu et m'a fait adhérer au mouvement »

En septembre 2022, le groupe a formulé collectivement vingt revendications sous quatre thèmes : la qualité des logements, la communication, les finances, la transparence et la gouvernance. En février 2023, une réunion a été organisée pour rencontrer la direction du Logement Molenbeekois. L'occasion pour le groupe de poser des questions et exprimer ses revendications. Le dialogue a été constructif et respectueux mais le groupe attend encore des résultats. Néanmoins le groupe reste uni, solidaire et motivé. L'ULLS a aussi soutenu, à travers des actions et une manifestation devant les bureaux du Logement Molenbeekois, le collectif Machtens en 2023 suite à l'annonce de la démolition des bâtiments de logement sociaux. En février 2024, une rencontre avec de nombreux concierges des différents sites du Logement Molenbeekois a eu lieu. Il en est ressorti que les conditions de travail des concierges sont difficiles et se dégradent de plus en plus. Un dialogue, des relations positives et un soutien entre concierges et locataires sont nécessaires au sein du logement social. Lors de la 3ème Journée des Quartiers Populaires, l'ULLS a soumis ses revendications à des représentants des partis politiques au niveau régional. Chacun des partis avait la possibilité de réagir avec un panneau vert (d'accord) et un panneau rouge (pas d'accord). Suite à cette rencontre, une visite et un repas chez une des membres du groupe a été organisé en février 2024. C'était l'occasion pour nous de conscientiser ces politicien.ne.s et leur demander d'agir. Le groupe compte continuer ses actions de plaidoyer politique pour améliorer les conditions de vie dans le logement social et augmenter sa représentativité ainsi que son nombre d'adhérents.

La Rue

Besoin d'une info ? Contacter Christopher au 02/410.33.03

AGIR : S'OPPOSER À L'INJUSTICE



Crédit photo : Cécile Lapan

Plus d'expulsions sans relogement

À Bruxelles ? Près de 4000 ménages reçoivent un ordre d'expulsion par un juge de paix chaque année. Ce qui donne le chiffre de 11 expulsions par jour.

C'est ce qui aurait pu arriver à la famille J le 23 février 2024 si des citoyens engagés dans des collectifs et des travailleurs sociaux de différentes associations n'avaient pas uni leurs forces pour protéger cette famille avec trois enfants et un nouveau-né d'une semaine. Ce jour-là, nous avons gagné une bataille...mais pas encore la guerre.

Car aujourd'hui encore, d'autres familles, d'autres vies sont menacées d'être privées d'un chez-soi. Le droit à un logement convenable est un droit fondamental car, comme le décrivent les Nations-Unies, « chaque personne devrait bénéficier de la sécurité d'occupation d'un logement sans avoir peur d'être expulsée ou de perdre sa maison ou ses terres. »

Malheureusement, nous sommes loin aujourd'hui de respecter ce droit au logement en Belgique ou ailleurs dans le monde. Et ce n'est pas acceptable au 21ème siècle de laisser des êtres humains, hommes, femmes et enfants sans autre domicile que la rue ou même un centre d'accueil d'urgence.

Le combat contre les expulsions doit être l'affaire de toutes et tous : comme citoyens d'abord, nous devons refuser les expulsions sans relogement. Comme travailleurs sociaux, nous devons faire front avec les personnes, les familles menacées d'expulsion. Les partis politiques de tout bord doivent aussi adopter une position claire et forte contre ces 4000 ordres d'expulsions annuelles.

Si une loi a été nouvellement adoptée depuis le 1er septembre 2023 pour établir en région bruxelloise un moratoire hivernal qui interdit les expulsions du 1er novembre au 15 mars, certains Juges de Paix continuent à en ordonner pendant cette période.

Or, on sait que si une expulsion est toujours un drame humain, elle est encore plus dramatique pendant les mois d'hiver et met la santé des locataires gravement en danger.

Cet hiver, des juristes et des associations comme le syndicat des locataires, des collectifs (comme le front anti expulsions) et des asbl comme La Rue, se sont battus et sont allés devant la justice en appel pour dénoncer ce non-respect du moratoire hivernal. Il y eu des batailles gagnées, d'autres perdues mais le combat reste aujourd'hui le même. Car la Constitution de l'État belge dans son article 23, énonce clairement les choses ; « Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. »

Mais :

Comment rester digne quand on n'a plus de chez-soi ?

Comment élever ses enfants quand on n'a plus de toit ?

Le logement est un droit, pas une marchandise. Le droit de propriété ne doit pas être plus fort que celui du droit au logement.

En 1954, à Paris, au plus fort de l'hiver, l'Abbé Pierre lançait son appel à la solidarité envers les plus démunis. Pour que plus personne, jamais, ne soit forcé de vivre dans la rue.

Nous sommes en 2024 aujourd'hui et comme il l'écrivait à l'époque : « gouverner c'est d'abord loger son peuple » et ça n'en reste pas moins vrai aujourd'hui.

FACE À LA **FRACTURE SOCIALE**, DES **ASSOCIATIONS** DE MOLENBEEK VEULENT FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX AUPRÈS DES FUTURS **ÉLUS LOCAUX**

D'abord mobilisées depuis la crise sanitaire autour de questions concernant le "tout au numérique" et l'impact pour leurs publics, une quinzaine d'asbl molenbeekoises se sont retrouvées afin de faire le point sur ce qu'elles constatent sur le terrain depuis les dernières années, en particulier depuis la crise sanitaire. A cette occasion, dix thématiques ont été abordées : logement, enseignement, écoles de devoirs, jeunesse, santé, accès aux droits et à l'aide sociale, emploi et formation professionnelle, accès à l'administration, accueil des étrangers, vivre ensemble.

Pour chaque thématique, les associations ont exprimé des constats et des demandes/revendications à adresser aux autorités locales. La démarche va se poursuivre afin de compléter ces réflexions qui feront l'objet d'une rencontre courant septembre prochain avec les candidats aux élections communales des divers partis politiques démocratiques molenbeekoises. En effet, les associations sont très inquiètes de la fracture sociale qu'elles constatent, un véritable gouffre qui se renforce chaque jour qui s'écoule entre "les riches toujours plus riches" et "les pauvres toujours plus pauvres".

A la veille des élections qui nous attendent dans notre pays, nous voulons crier au monde politique que dans la Belgique du 21ème siècle et en particulier le Molenbeek du 21ème siècle, ce n'est pas admissible que de plus en plus de personnes se retrouvent avec ou sans enfants à la rue sans toit, ce n'est pas admissible que de plus en plus de jeunes se retrouvent "licenciés" lors de journées de cours parce qu'un enseignant s'est absenté et n'a pas été remplacé, ce n'est pas admissible que de plus en plus de personnes aient un frigo vide ou ne savent comment nourrir leurs enfants, ce n'est pas admissible que de plus en plus de personnes n'accèdent plus à leurs droits parce que les administrations ont décidé de remplacer l'être humain par la machine ou que les délais de traitement des demandes sont interminables y compris dans des situations de grande urgence, ce n'est pas admissible qu'il y ait "moins d'accueil et moins d'humain" quand on est un étranger (nb : un étranger reste un être humain à 100%), ce n'est pas admissible que les problèmes de santé mentale augmentent face à l'insécurité d'existence chez les jeunes et les moins jeunes, etc.

Non tout cela n'est pas admissible. Souvent les responsables politiques répondent qu'il n'y a pas l'argent, que nous traversons une crise économique, qu'ils ont tout de même pris telle ou telle mesure.

Ce ne sont pas les richesses qui manquent mais la manière dont elles sont utilisées et réparties, réservées à une élite de privilégiés qui ne veulent pas partager.

Mesdames et Messieurs les politiques, nous voulons vous rappeler pourquoi vous avez été élus et pourquoi d'autres seront élus prochainement. Faites preuve de créativité et de courage, retroussez-vous les manches. Mais surtout attaquez-vous aux causes des problèmes et non toujours à leurs symptômes. Ne répondez pas que le niveau de vie moyen augmente dans notre pays. Ca c'est une réponse facile et sans aucune nuance, sans aller voir ce qui se passe dans les quartiers populaires. Ayez le courage de faire revivre la démocratie à tous les échelons, pas une démocratie de façade ou de pacotille ; faites confiance en l'intelligence collective.

Si vous ne faites pas cela, si vous comptez sur l'associatif pour éviter que "la marmite explose", il y aura toujours plus de personnes qui n'ont pas de toit à Molenbeek et en Belgique, la jeunesse (avenir de notre pays) ira toujours plus mal et la qualité de vie, le bien être des personnes seront toujours plus inégaux entre les Belges et entre les quartiers uclois et ceux du bas de Molenbeek ou parfois entre personnes d'une même Commune.

L'associatif, à qui vous imposez toujours plus de lourdeur administrative Mesdames et Messieurs les politiques, cela malgré son manque de moyens, est fatigué. Fatigué d'avoir toujours moins de réponses à proposer aux personnes toujours plus nombreuses qui s'adressent à lui dans des situations toujours plus urgentes. Des personnes qui ont honte, qui se retrouvent toujours plus dans une situation de dépendance. Alors que nous, l'associatif, nous voulons renforcer leur capacité d'agir, nous voulons un vivre ensemble harmonieux où chacun et chacune trouve sa place et avec dignité.

Nous sommes fatigués aussi d'observer tous les jours les dégâts de la numérisation et l'absurdité de ce mode de gouvernance complètement inefficace; nous pourrions vous exposer des tas d'exemples que nous observons sur le terrain et que nous devons gérer à la place des administrations (vous qui aimez contrôler et mesurer des paramètres tels "l'efficience" et "la productivité").

Nous voulons vous dire que cela suffit. Prenez la mesure du problème et réfléchissez bien à votre programme électoral avant de promettre quoi que ce soit.

Permettre que la société se porte mieux ne peut se réaliser que par plus d'égalité entre les personnes et ne peut se traduire que par des politiques volontaristes, courageuses et en étant à l'écoute. Nous ne vous demandons pas d'avoir la science infuse mais de prendre des mesures adéquates en gouvernant de manière intelligente.

En cette année électorale, de nombreux collectifs et associations s'adressent à vous afin de vous expliquer par des plaidoyers, manifestes, memorandums et rencontres diverses ce qu'ils vivent et constatent dans leurs actions et travail de proximité sur le terrain, mais aussi pour émettre des propositions et revendications, vous relayer parfois des expériences inspirantes. Soyez à l'écoute car les cabinets politiques sont beaucoup trop éloignés de ces réalités de terrain.

Nous vous dirons tout cela à la veille des élections mais nous continuerons à vous le crier une fois que vous serez élus.

En attendant pour ce qui nous concerne à La Rue nous continuerons tant bien que mal à proposer aux personnes de nos publics de se rassembler et de s'unir collectivement afin de faire entendre elles-mêmes directement leurs voix.

La Commune n'est-elle pas l'échelon politique le plus proche du citoyen ?

La Rue

Besoin d'une info ? Contacter
Carine au 02/410.33.03

Le mercredi 29 mai 2024 à partir de 14h00 la Place Cheval Noir accueillera La Fête des Voisins et des Voisines !

Cette fête est organisée par La Rue asbl, le PCS Quartiers Ransfort, le Logement Molenbeekois, Mimosa 1080 et D'Ici et D'Ailleurs.

La fête est ouverte à tous les voisins et voisines du quartier. Nous souhaitons organiser une auberge espagnole où chacun et chacune peut amener quelque chose à manger.

Autour de ce repas partagé vous pourrez trouver des jeux et diverses animations pour les grands et les petits.

**Vous souhaitez proposer une animation ?
Vous cherchez un endroit pour cuisiner
quelque chose avec nous pour la fête ?
N'hésitez pas à prendre contact avec nous !**

**RUE BRUNFAUT
PARC BLANC
PLACE CHEVAL NOIR**

**FÊTE
DES
VOISIN·E·S**

**MERCREDI 29 MAI
DE 14H À 19H**

Jeux

Animation cirque

Animation capoeira

Fanfare participative

Animation percussion

Gratuit Ouvert à tout public

Venez rencontrer vos voisins et voisines autour d'un repas festif

Chacun peut apporter un petit plat ou une boisson à partager, sucré ou salé (gâteaux, pâtisseries, etc.)

Logos: La Rue, Mimosa, groot eiland, MOVE, ATL, publiek, la fonderie

Flyer : Elisa Couple

L'IMMEUBLE DE LOGEMENTS SOCIAUX 65 BRUNFAUT EST RÉNOVÉ, QU'EN TIRER COMME LEÇONS POUR L'AVENIR ?

Début 2006, La Rue interpellait pour la première fois la société le Logement Molenbeekois en raison de l'état vétuste et dangereux de l'immeuble situé rue Brunfaut 65. Ce bâtiment n'était plus du tout aux normes et des habitants de la tour s'adressaient à nous individuellement afin d'exprimer leur détresse et mal être, en demande d'aide. Nous leur avons proposé de se rencontrer collectivement afin qu'ils manifestent eux-mêmes leurs vécus et demandes à la société de logements, avec notre soutien. Une démarche collective s'est ainsi amorcée et poursuivie. "Parallèlement", La Rue continuait à interpeller elle-même la société directement. Pour faire court, ces échanges de courriers officiels et polis ne portaient pas leur fruit et le temps s'écoulait. Or ce bâtiment n'était plus aux normes et donc non sans risque. Nous avons fini par interpeller le bourgmestre et une étude de faisabilité d'une éventuelle opération de démolition/reconstruction ou de rénovation lourde a été menée dans le cadre du Contrat de quartier Cinéma Bellevue. Ces actions ont permis de mettre la lumière sur le dossier et, en septembre 2011, l'administration régionale, la SLRB, accordait enfin un budget au Logement Molenbeekois afin d'entreprendre les travaux nécessaires. Treize ans ont passé depuis, 13 ans avant que des habitants puissent enfin à nouveau vivre dans cette tour à présent rénovée.

A l'époque, avec les habitants concernés, nous revendiquions aussi qu'une telle opération de rénovation soit réfléchiée dès en amont du projet avec tous les acteurs concernés y compris les habitants. Cela n'a malheureusement pas été le cas, bien que des expériences inspirantes existent à ce niveau. Nous avons rédigé une note de propositions que nous avions présentée à la Secrétaire d'Etat au Logement de l'époque "La participation des locataires dans les processus de rénovation et d'aménagement du parc social" ; nous la tenons à disposition et téléchargeable sur notre site internet ([cliquez-ici](#)).

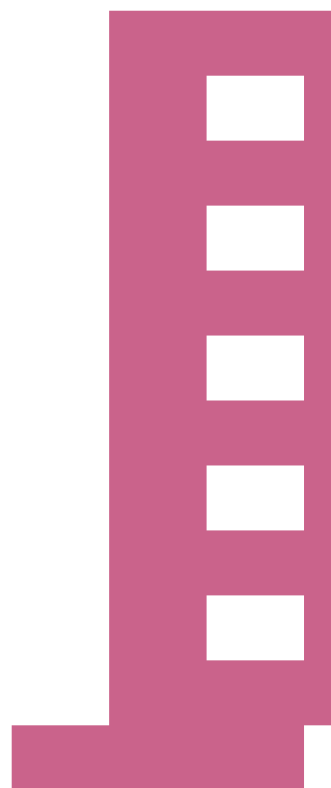
Il faut absolument associer les habitants dans ce type de projets, premiers experts de leur lieu de vie, et permettre des procédures qui mènent à des délais nettement moins longs dans la rénovation du parc social, alors que d'autres 65 Brunfaut existent en région bruxelloise et que plus de 50 000 ménages bruxellois sont en demande et en attente d'un logement social !

Associer notamment les habitants ne peut qu'être porteur pour la communauté et dans un objectif de développement durable. Cela les rend plus forts, les renforce dans leur capacité d'agir. C'est ce qu'ils nous avaient exprimé lorsque nous avons mené en 2014 des ateliers vidéo avec eux en partenariat avec le CVB menant à la réalisation du film "65 Brunfaut, ça ira mieux demain". Celui-ci avait permis qu'ils se sentent enfin entendus et reconnus dans leur vécu, un vécu présenté sur la place publique; ils en sont ressortis fiers et souhaitant partager cette expérience collective avec d'autres. Pour ceux qui souhaitent (re)visionner le film, c'est possible sur internet. <https://vimeo.com/154713474>

Il est important de se souvenir de l'histoire et de s'appuyer sur des expériences positives et inspirantes pour mieux construire l'avenir. C'est un peu grâce à celles et ceux qui ont vécu, parfois durant de très longues années, dans l'ancien 65 Brunfaut et qui ont revendiqué collectivement leur droit pour que cette tour soit à nouveau aux normes, que des personnes et familles vont pouvoir mieux habiter en s'installant dans cet immeuble neuf.

Une pensée pour Roger ou encore pour Eric parti trop tôt, Mr. Kanga, Mme. D. et tous les autres, dont nous gardons à l'esprit la fierté de leur mobilisation.

65



65

INAUGURATION DE LA NOUVELLE TOUR



Crédit photo : Piera De Nicolao

Le 19 février passé a eu lieu l'inauguration de la Tour Brunfaut, qui, après de longues années de rénovation lourde, est à nouveau apte à accueillir 98 ménages.

La rénovation se caractérise par la volonté de garder la structure métallique de l'ancienne tour Brunfaut, mais avec un bâtiment à présent adapté aux normes de sécurité, salubrité et habitabilité.

Les logements seront donc plus grands que les anciens, et la diversité de typologie va pouvoir accueillir des familles nombreuses allant jusqu'à des appartements 5 chambres.

La tour, qui s'inscrit dans une démarche

écologique par le fait d'avoir été rénovée en gardant l'ancienne structure portante, est également un bâtiment à haute performance énergétique (BHPE), ce qui veut dire que les consommations pour le chauffage en hiver seront sensiblement réduites grâce à la composition de ses parois et au système de ventilation mécanique.

La Rue sera présente pour les nouveaux habitants autant avec le PCS, qu'avec l'accompagnement BHPE. Ce dernier se fait à quatre mains avec l'ASBL Bonnevie : cet accompagnement vise à soutenir les nouveaux ménages dans la compréhension du bâtiment et ses techniques, et sa meilleure utilisation.

La Rue

Besoin d'une info ? Contacter
Piera au 02/410.33.03



Les permanences du conseil en rénovation sont ouverts sans rendez-vous le mardi de 17h à 19h et le jeudi de 9h à 12h. Adresse : Rue Ransfort 16



ISOL'UTION : UTILISONS DU RÉEMPLOI



Pour réduire les dépenses énergétiques liées au chauffage, l'isolation de l'enveloppe est la première étape. Bien que les matériaux synthétiques soient couramment utilisés pour leur performance et leur coût inférieur, leur production engendre d'importantes émissions de CO2 et leur recyclage est compliqué. Face à cette situation, le projet ISOL'ution, une collaboration entre La Rue, la Faculté polytechnique de l'ULB et Casablanca (asbl d'insertion socio-professionnelle), vise à promouvoir la réutilisation des isolants dans les rénovations énergétiques des habitations.

Lauréat de RENOLAB.ID et soutenu par Bruxelles-Environnement en 2023 et 2024, ISOL'ution ambitionne de réaliser différents chantiers pilotes pour explorer les possibilités d'utilisation des isolants de réemploi et recueillir des retours d'expérience.

L'ULB développe à cet effet une machine pour évaluer la capacité thermique des isolants réutilisés, permettant ainsi de déterminer leur vieillissement et leur aptitude à être réutilisés. Nous constatons que la capacité thermique des isolants de réemploi reste pratiquement stable par rapport à celle des nouveaux isolants.

Les propriétaires participants bénéficient d'un soutien financier et technique pour compenser les impacts de la réutilisation de l'isolation. Si vous envisagez des travaux d'isolation et que vous êtes intéressé par ce projet, n'hésitez pas à contacter Mumtaaz.

La Rue

Besoin d'une info ? Contacter
Mumtaaz au 0470 10 93 07

RÉNOVATION +

Dans le cadre du Contrat de Quartier Durable (CQD) Étangs Noirs 2022-2026, l'ASBL La Rue met en place un projet d'accompagnement pour les propriétaires. Ce projet permettra un focus sur les petits propriétaires en difficulté, afin de leur apporter un soutien financier, administratif et technique dans le périmètre du CQD.

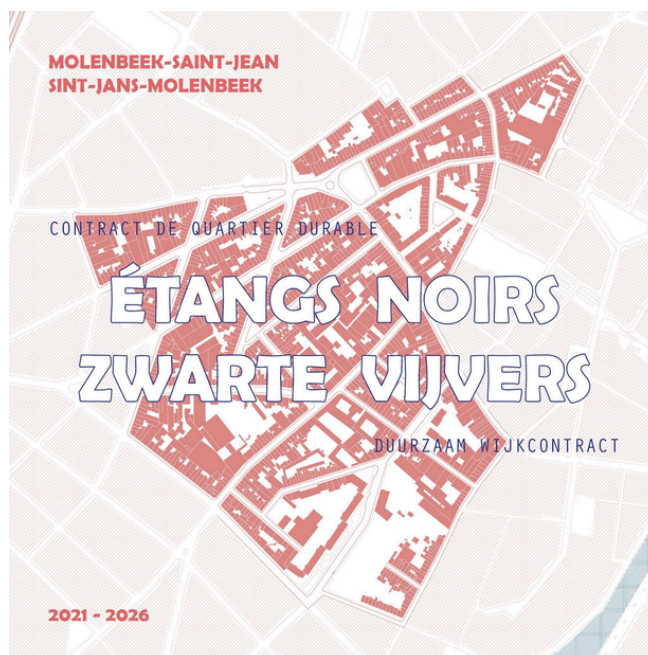
Le projet « Rénovation + » constitue une réflexion novatrice face aux constats de dégradations du bâti dans le vieux Molenbeek. Ce projet entend répondre aux propriétaires, qu'ils soient occupants ou que leurs biens soient vacants, abandonnés ou insalubres. Il s'agit donc de travailler avec des propriétaires dans l'incapacité actuelle d'investir dans la rénovation de leurs biens. A travers « Rénovation + », l'ASBL La Rue entend lutter contre l'insalubrité, la vacance immobilière et la gentrification dans le quartier Étangs Noirs.

Ce projet permettra la création de 5 à 7 logements à caractère social via différents scénarios/cas de figure :

- Soit une opération de rénovation lourde d'un immeuble complet des caves aux combles. Dans ce cas-ci, le propriétaire laisse son immeuble en gestion à l'AIS « Un logement pour tous ». En plus des primes régionales Rénolution, d'un crédit ECORENO, les travaux sont préfinancés par l'ASBL Rénov'assistance et un financement de maximum 30.300€/logement supplémentaire peut être octroyé dans le cadre du CQD ;

- Soit une opération de rénovation légère d'une partie d'un immeuble ou d'un immeuble entier avec une mise en location via l'AIS « Un Logement Pour Tous ». En plus des primes régionales Rénolution le propriétaire bénéficie d'un soutien financier provenant du CQD de maximum 21.700€/logement à 24.000€/logement (en fonction de la durée de mise en location de 9 ou 15 ans). Dans ce cas de figure, les travaux sont pris en charge par l'entreprise d'insertion socio-professionnelle Casablanca ou une autre entreprise en accord avec le projet ;

- Soit une opération pilote de rénovation énergétique complète avec le Community Land Trust Bruxelles (CLTB) destinée aux propriétaires-occupants. Dans ce cas-ci, au terme des rénovations, les propriétaires continuent d'habiter dans leur logement devenu plus confortable et économe, sans remboursement des travaux. Cette opération est rendue possible par un mécanisme innovant de rachat aux propriétaires du « terrain » via un « investissement solidaire » important du CLTB et un accompagnement complet des travaux.



Source : Commune de Molenbeek Saint Jean

Le rachat du terrain par le CLTB a pour seuls objectifs de financer les travaux et de garantir durablement la non-spéculation sur l'habitation rénovée. Les propriétaires conservent leur droit de propriété et le plein usage de tout ce qu'il y a sur le terrain (habitation performante, cours, jardins,...). Cette opération pilote est en phase de conceptualisation. Le CLTB et la Commune de Molenbeek se sont engagés à trouver des financements. Le CLTB recherche des propriétaires partants pour contribuer à la concrétisation du projet.

Partenaires du projet «Rénovation +» :



Actuellement, 3 logements sont en cours de rénovation et seront loués avec une mise en gestion locative par l'AIS « Un Logement Pour Tous » dès cet automne. Les travaux réalisés sont : le renforcement structurel des éléments porteurs existants, une nouvelle installation électrique, une nouvelle installation HVAC, l'isolation des murs de façades par l'intérieur, de nouvelles cuisines, de nouvelles sdb, une protection incendie, des travaux de parachèvement et de finition.

La Rue

**Permanence avec Lucas tous
les jeudis de 9h30 à 12h.
Adresse : 47, Rue Tazieaux.
Tél : 0470/39.44.26**

Enfant de quartier populaire à Molem' : coup d pouce pour mon droit à un logement digne !

En parallèle au projet d'aide à la rénovation dans le périmètre du CQD Etangs Noirs "Rénovation +", l'ASBL La Rue a répondu à un appel à projets de la Fondation Roi Baudouin et du Fonds Pauvreté des Enfants. Notre projet, intitulé "Enfant de quartier populaire à Molem' : coup d pouce pour mon droit à un logement digne !", a été retenu à côté de 15 projets développés par des associations/structures sociales sur tout le territoire belge. Ce projet entend faciliter l'accès à un logement digne à des enfants issus de familles monoparentales et/ou nombreuses précarisées grâce à un financement pouvant aider des propriétaires en difficulté financière de rénover leurs biens et de les mettre en location via l' AIS "Un Logement Pour Tous" (également partenaire de ce projet). Les candidats locataires qui bénéficieront de ces logements rénovés seront issus du public des permanences logement de l'ASBL La Rue. Ce projet s'établira sur le périmètre d'action de l'ASBL La Rue dans son entièreté et couvrira une période de 3 ans jusqu'en 2027.

LE TEMPS DU LIEN DE CONFIANCE ESSENTIEL AU TRAVAIL SOCIAL

Alors que la crise du logement fait rage à Bruxelles, nous voyons combien le secteur social est en souffrance depuis la pandémie de covid avec une demande qui a augmenté alors que les moyens financiers manquent. La numérisation de nombreuses démarches devient la norme, laissant de côté beaucoup de gens et les privant de leurs droits. Les personnes les plus précarisées sont de plus en plus seules et désespérées. Face à de tels constats, La Rue a élaboré un projet dans le cadre d'un Contrat Local Social Santé (CLSS).

Depuis 2022 La Rue est porteuse d'un CLSS, financé par la Cocom. Ce projet a pour but de proposer un accompagnement approfondi, régulier et durable à des personnes qui vivent de graves difficultés de logement. Il s'agit de locataires qui arrivent à notre permanence logement dans un état de détresse intense et qui connaissent une multiplication de difficultés dont le logement n'est qu'un des aspects : problèmes de santé, scolarité des enfants, tensions intra-familiales, dettes... Le suivi intensif proposé prend en compte toutes ces difficultés afin de soutenir les personnes au mieux, de bien les orienter et les informer.

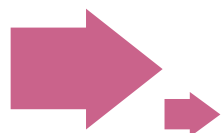
Depuis le démarrage du projet, une vingtaine de ménages ont bénéficié d'un accompagnement. La démarche d'intervention sociale en profondeur fonctionne et nous constatons les résultats positifs de ces suivis. Lorsque l'accompagnement démarre, les personnes sont parfois méfiantes et doutent de notre capacité à les aider. Elles sont aussi et surtout à bout de force. Elles sont épuisées et il n'est pas rare qu'elles s'effondrent. En arrivant, elles trouvent d'abord un lieu où elles sont écoutées sans contrainte de temps, où elles peuvent pleurer sans honte, où on cherche à bien comprendre toute la situation avant de proposer des pistes de solution toutes faites.

Souvent, avant d'arriver jusqu'à nous, elles ont déjà expliqué leur situation de nombreuses fois et ont été renvoyées d'un service à un autre sans jamais être recontactées.

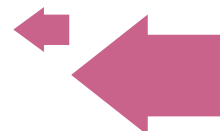
Les travailleuses sociales accompagnent dans ce cadre un nombre restreint de ménages afin d'avoir assez de temps à accorder à chacun. Une fois le suivi démarré, des rencontres régulières ont lieu. Les travailleuses sont facilement joignables. Elles recontactent les personnes lorsqu'elles n'ont plus de nouvelles. Elles ont également du temps pour les accompagner à différents rendez-vous (CPAS, inscription dans des organismes de logement, justice de paix...). Les personnes sont demandeuses : avoir une personne alliée avec elles les rassure. Elles se sentent mieux comprises et plus respectées.


La rareté ou l'absence de réponses des organismes de logement, des propriétaires et de certains autres services d'aides en sous-effectifs et débordés par les demandes, contribuent largement à l'anxiété, au mal-être et à la frustration des personnes, à l'impression de ne compter pour rien.

Beaucoup des personnes accompagnées expriment l'importance du lien de confiance qui s'est créé, l'importance d'avoir une personne de référence à leur écoute qui connaisse bien leur situation. Le temps est au cœur de notre projet : c'est le temps nécessaire à la confiance, à la compréhension mutuelle, un temps précieux dans le travail social !




À NE PAS MANQUER



●  **29 MAI 2024** ●

La fête des voisin(e)s ! Venez rencontrer vos voisines et voisins à partir de 14h00 à la Place Cheval Noir

●  **30 MAI 2024** ●

Jeudi Logement : Mieux connaître le code bruxellois du logement pour renforcer votre pouvoir d'agir à l'asbl La Rue
16 Rue Ransfort de 13h à 15h30

●  **20 JUIN 2024** ●

Grand débat politique sur le logement de 18h à 20h30 avec 13 candidats des listes de Molenbeek.
Rendez-vous à la salle de la Fonderie, rue Ransfort 27

●  **25 JUIN 2024** ●

Café Réno sur les panneaux photovoltaïques et le partage d'énergie. Nos conseillers répondront à toutes vos questions de 18h à 20h au 16 rue Ransfort



ALPHA CULTURE "Journal Personnel"

Fruit d'un travail d'éducation permanente, d'expression artistique et citoyenne de quelques semaines en atelier d'écriture habillé de textes et images inspirés des expériences quotidiennes comme outil pour s'exprimer et avancer dans la compréhension de la langue française.

Alpha culture revient encore une fois cette année pour réunir les apprenant-e-s d'un groupe d'alphabétisation et Français langue étrangère de l'asbl « La Rue » chaque mercredi matin autour d'un projet artistique qui mélange des techniques de langages de base associés à une approche particulière, spontanée et ludique en écritures, dessins et collages ; histoires et affirmations positives des enjeux d'écriture.

Mercredi 26 juin 2024 à 10h00 à La Fonderie, rue Ransfort 27
Entrée gratuite sur réservation chez Marie-Claude au 02/410.33.03

ATELIER CONTES

Vendredi 21 juin à 17h
rue Ransfort 61

Présentation par les enfants de l'école des devoirs (1ères, 2èmes et 3èmes primaires) du fruit de leur travail de l'atelier Contes en partenariat avec l'asbl Akay Esseboe. "Atelier en soutien à un micro-projet de reboisement au Togo". Entrée réservée aux parents des enfants de l'école des devoirs

NOS PERMANENCES

Conseil en rénovation : les mardis de 17h à 19h et jeudis de 9h à 12h.

Permanence logement sur rendez-vous par téléphone au 02/880.14.01 ou 02/880.14.05.

Le Jardin Urbain est ouvert à tous et à toutes, les mercredis et samedis de 14h à 17h - rue Fin 34-38

• La Rue asbl – contact et info – du lundi au vendredi de 09h00 à 17h00 – 02 410 33 03 •



La Rue

Réalisation – Omar Naga
www.larueasbl.be
Éditeur responsable Moritz Lennert
Rue Ransfort, 61 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean